

Pour la justice: des Juifs sud-africains soutiennent le boycott académique des universités israéliennes

Description

Lettre ouverte à?? 13 septembre 2019



Pour les Juifs de tradition aussi bien laïque que religieuse, nous affirmons qu'il est de notre devoir moral et éthique de tenir Israël responsable de son traitement injuste des Palestiniens (Abu Mustafa/Reuters)

Chers dirigeants et membres du conseil de l'Université de Cape Town,

Le 15 mars, le Conseil de l'Université de Cape Town (UCT) a pris une décision révolutionnaire en refusant d'entrer dans quelque relation formelle que ce soit avec les institutions académiques israéliennes agissant dans les territoires palestiniens occupés, de même qu'avec d'autres institutions académiques israéliennes qui favorisent de graves violations de droits humains dans les territoires palestiniens occupés.

Cela met l'UCT en position de défenseur du droit international et confirme que l'université est partenaire du combat pour les droits humains en Israël/Palestine. Au cours des six derniers mois, cependant, des opposants à cette résolution ont répandu des propos alarmistes en catimini sur un retrait de fonds privés de nature à paralyser l'institution, ébranlant par là la liberté académique des membres du Conseil de l'UCT. En tant que Juifs sud-africains nous voulons encourager le Conseil de l'UCT à défendre cette résolution et à sauvegarder la liberté académique de l'université et son autonomie.

Les universités spécialement visées par cette résolution ne sont pas des institutions ouvertes, accueillantes, progressistes promouvant la liberté académique.

Ce sont des espaces discriminatoires et hostiles à l'égard des Palestiniens. Ces universités ont aussi des liens étroits avec les services de l'armée et du renseignement d'Israël, qui soutiennent l'extension de la militarisation des territoires occupés. Ces universités étant complices des violations par Israël des droits humains et du droit international, nous croyons que l'UCT est dans l'obligation de refuser d'avoir des liens avec ces institutions.

Comme Judith Butler, de nombreux universitaires juifs en Israël et dans la diaspora ont adopté et soutenu l'appel palestinien pour un boycott académique. Ces universitaires sont rejoints par des Juifs dont le nombre s'accroît rapidement, en Afrique du Sud et dans le monde, pour le soutien au boycott académique : ce sont notamment « Jewish Voice for Peace », une organisation américaine forte de près de 10 000 membres, l'organisation israélienne « Boycott from

Within Â», de mÃame que des organisations juives en Europe, Grande Bretagne, Canada, Australie, BrÃsil, Argentine et Afrique du Sud.

Ressemblant au boycott des institutions durant lâapartheid en Afrique du Sud, lâappel au boycott acadÃmique et la rÃsolution du Conseil de lâUCT, ont, par principe, rejetÃ tout ciblage dâindividus fondÃ sur leur identitÃ (comme la citoyennetÃ, la race, le genre, ou la religion) ou sur leur opinion. La rÃsolution est davantage tournÃe vers les institutions qui fonctionnent sous lâautoritÃ officielle de lâÃtat israÃlien et qui sont complices de lâoccupation et de ses violations des droits humains. Ce sont les actions des institutions qui sont en jeu, et non ceux quâelles prÃtendent reprÃsenter.

Certains ont avancÃ que Â« si lâUCT devait adopter le boycott acadÃmique, alors les donateurs juifs retireraient leur financement Â». En plus de se dÃtourner des questions Ãthiques en jeu, nous trouvons cet argument antisÃmite en soi. Depuis des centaines dâannÃes, la propagande antisÃmite accuse une cabale juive secrÃte dâemployer sa fortune Ã manipuler et Ã contrÃler les institutions politiques. Colporter ce trope comme tactique de peur contre lâimportante rÃsolution de lâUCT est un usage dangereux de cette mÃame imagerie.

Pour les Juifs de tradition aussi bien laÃque que religieuse, nous affirmons quâil est de notre devoir moral et Ãthique de tenir IsraÃl pour responsable de son traitement injuste des Palestiniens. Cette question est pour nous une prÃoccupation centrale, parce que lâÃtat dâIsraÃl prÃtend parler en notre nom. En tant que Juifs sud-africains, nous ne pouvons pas nous croiser les bras alors que le gouvernement israÃlien commet des atrocitÃs semblables Ã celles de lâancien rÃgime dâapartheid sud-africain. Nous affirmons que le boycott acadÃmique des universitÃs israÃliennes qui rendent possibles de graves violations des droits humains, est une stratÃgie non-violente internationalement reconnue, destinÃe Ã mettre fin Ã lâoccupation et nous insistons auprÃs du Conseil de lâUCT pour quâil maintienne sa rÃsolution mÃmorale.

SignÃ par:

Mitchel Joffe Hunter

Maya Schkolne, Jared Sacks

Benjamin Fogel

Ronnie Kasrils

Raymond Suttner

Jon Fish Hodgson

Jeremy Phillips

Timothy Fish Hodgson

Robert Krause

Philip Krause

Steven Friedman

Rina King

Koni Benson

Laura Phillips

Noam Lubinsky

Batia Efrat

William Efrat

Linda Efrat

Roshan Dadoo

Aaron Jacobs

Anthony Fish Hodgson

Daniel Linde

Judy Favish

Kelly-Jo Bluen

Kira Schlesinger

David Joffe-Hunter

Rebecca Swartz

Tara Weinberg

Meghan Finn

Tess Peacock

Alison Swartz

Sophie J Hunter

Emma Daitz

Georgia Saacks

Roslyn Fish

Aidan Mosselson

Louise Oppenheim

Benjamin Bradlow

Anna Selmeczi

Ethan Jacobs

Allan Kolski Horwitz

Shereen Usdin

Talya Lubinsky

Heidi Grunebaum

Sarah Donde

Kathy Barolsky

Megan Furniss

Jordan Pieters

Jake Maisel

Stephen Jacobs

Nathan Nadler-Nir

Joseph Sidley

David Bruce

Melanie Judge

Merle Favis

Neil Coleman

Zandi Sherman

Monique Michal Marks

Jon-Marc Seimon

Tony Fluxman

Paul Jeffrey Hendler

Jeff Rudin

Edward Wethli

Jarah Fluxman

Vanessa Barolsky

Janet Shapiro

Max Ozinsky

Suzanne Hotz

Linda Cooper

Traduction: SF pour l'Agence Média Palestine

Source: mg.co.za

date créée

2019/09/18